Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2. — Présidence et composition

La commission consultative des aides au développement des activités de la pêche est présidée par le ministre en charge de la pêche ou son représentant.

Elle comporte en outre les personnalités suivantes :

a) Au titre des intérêts généraux :

- le chef du service de la pêche ;
- le chef de service chargé de la navigation et des affaires maritimes ;
- le chef du service chargé des douanes ;
- le chef du service des affaires économiques ;
- le chef du service du contrôle des dépenses engagées ;
- le chef du service des finances.

Les personnalités désignées au titre des intérêts généraux peuvent être, en cas d'absence ou d'empêchement, représentées par un membre de leur administration.

b) Au titre des intérêts professionnels :

- un représentant titulaire et un suppléant du secteur du négoce de la pêche ;
- cinq représentants titulaires et cinq suppléants des organisations professionnelles du sous-secteur de la pêche hauturière ;
- un représentant titulaire et un suppléant du sous-secteur de la pêche lagonaire.

Etant entendu que les suppléants ne peuvent siéger qu'en cas d'absence ou d'empêchement des titulaires.

Les personnalités représentant les organisations professionnelles du sous-secteur de la pêche hauturière sont choisies sur la base des propositions émanant de ces organisations.

La personnalité représentant le sous-secteur de la pêche lagonaire est choisie, à raison de ses activités de pêcheur lagonaire et de ces compétences à ce titre, sur la base d'une liste dressée par le chef du service de la pêche.

Les personnalités désignées au titre des intérêts professionnels sont nommées pour un mandat de deux (2) années, par arrêté du Président du gouvernement ou du ministre habilité à cet effet, sur proposition des organisations professionnelles précitées.

Lorsque l'intérêt l'exige, le président de la commission consultative de la pêche hauturière peut inviter, à titre consultatif, toute personne qualifiée à intervenir devant celle-ci pour éclairer les débats."

Art. 2.— L'alinéa 2 de l'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

"La convocation est adressée au moins sept jours francs avant la date prévue de la réunion. Elle précise le jour, la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Elle est accompagnée d'un dossier succinct de séance ; les membres de la commission peuvent consulter l'ensemble des pièces composantes des dossiers inscrits à l'ordre du jour au service de la pêche, à compter de la réception de leur convocation."

Art. 3.— Le ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 octobre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la mer, de la pêche,
de l'aquaculture et de la recherche,
Keitapu MAAMAATUAIAHUTAPU.*

ARRETE n° 1084 CM du 2 octobre 2006 portant modification de l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

NOR : SPE0602638AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— L'article 7 de l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 7. — Présidence et composition

La commission consultative de la pêche hauturière est présidée par le ministre en charge de la pêche ou son représentant.

Elle comporte en outre les personnalités suivantes :

a) Au titre des intérêts généraux :

- le chef du service de la pêche ;
- le chef du service chargé de la navigation et des affaires maritimes ;
- le chef du service chargé des douanes ;
- le chef du service des affaires économiques.

Les personnalités désignées au titre des intérêts généraux peuvent être, en cas d'absence ou d'empêchement, représentées par un membre de leur administration.

b) Au titre des intérêts professionnels :

- cinq (5) représentants titulaires et cinq suppléants des organismes professionnels du sous-secteur de la pêche hauturière étant entendu que les suppléants ne peuvent siéger qu'en cas d'absence ou d'empêchement des titulaires.

Les personnalités désignées au titre des intérêts professionnels sont nommées pour un mandat de deux (2) années, par arrêté du Président de la Polynésie française ou d'un ministre habilité à cet effet, sur proposition des organisations professionnelles précitées.

Lorsque l'intérêt l'exige, le président de la commission consultative de la pêche hauturière peut inviter, à titre consultatif, toute personne qualifiée à intervenir devant celle-ci pour éclairer les débats.”

Art. 2. — L'alinéa 2 de l'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Cette convocation, diffusée au plus tard dans les cinq jours francs qui précèdent la date de la réunion, précise l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la séance. Elle est accompagnée d'un dossier succinct de séance ; les membres de la commission peuvent consulter l'ensemble des pièces composantes des dossiers inscrits à l'ordre du jour, au service de la pêche, à compter de la réception de leur convocation.”

Art. 3. — Le ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 octobre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la mer, de la pêche,
de l'aquaculture et de la recherche,
Keitapu MAAMAATUAIAHUTAPU.

ARRETE n° 1115 CM du 6 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale.

NOR : DSP0602419AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, chargé de la prévention, de la sécurité alimentaire et de la médecine traditionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services ;

Vu la délibération n° 59-60 du 16 octobre 1959 portant réglementation de l'inspection sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale, notamment son article 10 ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation du service de la direction de la santé ;

Vu l'avis du comité technique de coordination des contrôles en date du 12 octobre 2005 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 4 octobre 2006,

Arrête :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — En application de l'article 10 de la délibération du 14 octobre 1977 modifiée susvisée, le présent arrêté fixe, pour les entreprises et établissements qui, en vue de la vente, préparent, transforment, congèlent, décongèlent, conditionnent ou emballent des denrées alimentaires animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine, la procédure d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de nouveaux établissements ou d'établissements déjà ouverts et exploités.

Art. 2. — Sont exclues du champ d'application du présent arrêté les activités se rapportant :

- à la production primaire c'est-à-dire la production, l'élevage ou la culture de produits primaires, y compris la récolte, la traite et la production d'animaux d'élevage avant l'abattage ainsi que l'abattage lui-même. La production primaire couvre également la chasse, la pêche et la cueillette de produits sauvages ;